

IL FAUT PRENDRE LE POUVOIR PARTOUT

UNIVERSITY OF WATERLOO LIBRARY

**Programme
électoral du**

NPD
Québec

25¢

JL
559
A558 A56x
1972
Arts.

Avant-propos

Après quatre ans de trudeaucratie, le Canada et en particulier le Québec souffrent de plus en plus de l'oeuvre néfaste d'un gouvernement arrogant manipulé par les puissances d'argent et insensible aux besoins et aux aspirations du peuple.

Il est temps de secouer ce joug. Le NPD-Québec vous propose le moyen: un gouvernement néo-démocrate à Ottawa. Il vous présente son programme en vous invitant à bâtir avec lui une société nouvelle fondée sur l'action féconde des citoyens. Ceux-ci doivent d'abord être libres, et c'est pourquoi le programme du NPD-Québec, partagé en quatre chapitres, revendique l'autodétermination des citoyens:

1. L'autodétermination politique: Québécois, prenons en main notre avenir.
2. L'autodétermination économique: Travailleurs, reprenons notre économie.
3. L'autodétermination sociale: Citoyens, contrôlons notre société.
4. L'autodétermination, c'est bon pour le Canada aussi.

Les problèmes du chômage et de la pauvreté sont d'une telle importance que le programme du NPD-Québec y consacre des sections particulières, à l'intérieur du chapitre 2.

il réclame la tenue d'une assemblée constituante formée non pas de ministres, comme le sont les conférences fédérales-provinciales actuelles, mais plutôt de députés de tous les partis et de toutes les législatures du Canada, tant les assemblées provinciales que le parlement d'Ottawa. Cette constituante comprendra en outre des représentants des Amérindiens et des Esquimaux.

L'assemblée constituante sera chargée de bâtir une nouvelle structure politique plus conforme aux besoins et aux volontés des Québécois et des Canadiens. A la fin de ses travaux, le Québec, comme les autres parties du pays, sera libre d'accepter ou de rejeter la nouvelle structure qu'on lui proposera.

Ottawa est
toujours là

Même ceux qui ont opté pour l'indépendance du Québec doivent tenir compte du fait qu'elle n'est pas encore réalisée. Quel que soit notre avenir, ce qui se passe actuellement à Ottawa continue d'avoir une très grande importance pour les Québécois. Ottawa tient les cordons de la bourse, dépense à sa guise et affame les provinces, en particulier le Québec dans lequel la trudeaucratie ne voit qu'une région comme une autre, une province à soumettre aux décrets princiers, comme les autres provinces et plus encore puisqu'elle est la moins docile, quoi qu'y fasse le protégé du prince, Robert Bourassa.

Des députés
libres

Dans les rangs des vieux partis, les députés du Québec à Ottawa ont les mains liées, à la fois par la consigne rigide de ces partis non démocratiques et par leurs intérêts appuyés sur des caisses électorales secrètes. On l'a bien vu durant la crise d'octobre 1970, alors que libéraux, conservateurs et créditistes ont

appuyé l'inique loi des mesures de guerre, l'emprisonnement sans mandat selon les caprices de la drapolice, les perquisitions injustifiables et, en un mot, la chasse aux sorcières. Seuls David Lewis et le NPD ont alors pris la défense de nos libertés fondamentales.

Le Québec a, par conséquent, grand besoin de déléguer à Ottawa, lors des prochaines élections, des représentants authentiques qui soient libres d'attaches avec les puissances d'argent et avec la mafia des notables. C'est le rôle que le NPD-Québec entend jouer au parlement fédéral.

Un
socialisme
fécond

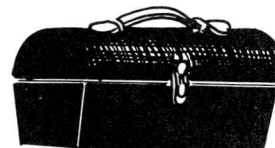
En outre, le Québec comme le Canada a grand besoin que se répandent les idées créatrices et humanistes du socialisme démocratique. Le pouvoir régénérateur de ces idées sera d'autant plus grand que les électeurs choisiront un plus grand nombre de députés néo-démocrates dans toutes les parties du pays.

Si Québec
se séparait

Advenant l'indépendance du Québec, un gouvernement socialiste à Ottawa, ou à tout le moins une forte présence néo-démocrate, serait un interlocuteur précieux pour les représentants du Québec qui auraient à négocier les conditions de la séparation. Ici encore, le NPD-Québec est le seul parti fédéral à préconiser, dans l'éventualité où le gouvernement du Québec se verrait confier par le peuple le mandat de réaliser l'indépendance du Québec, la mise en place de mécanismes démocratiques de négociations propres à assurer l'indépendance du Québec tout en maintenant les liens les plus étroits possibles entre le Québec et le reste du Canada. On réunirait ainsi toutes les forces disponibles pour bâtir au Québec et au

Canada les structures socialistes capables d'instaurer la justice sociale et de repousser la domination étrangère.

Contre la camisole de force constitutionnelle imposée par la trudeaucratie, c'est donc le libre choix des Québécois que le NPD-Québec entend faire prévaloir.



2. *Travailleurs*, reprenons NOTRE ECONOMIE.

L'autodétermination économique.

Il ne sert absolument à rien de changer le cadre politique si les travailleurs continuent d'être exploités. Il faut changer le système, remplacer le capitalisme archaïque, cupide et aveugle par une économie socialiste et démocratique. Il faut créer une nouvelle société conçue pour nous, pour les hommes, les femmes et les enfants qui sont le Québec. Dans cette nouvelle société, les formules économiques populaires, coopératives et autres, auront la priorité. L'action concertée des travailleurs, appuyée par tous les niveaux de gouvernement, renversera la domination étrangère et celle des notables. La planification économique servira nos intérêts plutôt que ceux des exploiters d'ici et d'ailleurs. Cette planification sera résolument décentralisée, de façon que les travailleurs eux-mêmes participent au pouvoir économique.

Le mythe
des capitaux
étrangers

Nous ne croyons plus au mythe des capitaux étrangers. Nous savons désormais que ces capitaux sont composés, dans une proportion de neuf dollars sur dix, d'emprunts faits ici, donc de nos propres économies, et des profits réalisés sur notre dos. Nous avons compris que les vieux partis, instruments des grandes entreprises, sont aussi dépourvus d'idées en économie qu'en politique. Ils en sont encore au libéralisme égoïste et

prétexte de créer des emplois, ils versent des subventions aux grandes entreprises à même notre argent et leur cèdent nos ressources sans autre compensation que les contributions à la caisse du parti.

Il faut absolument élargir la base de la propriété industrielle. L'Etat doit intervenir vigoureusement, non pas pour implanter son propre capitalisme, mais plutôt pour instaurer une planification décentralisée assortie de tous les moyens voulus pour réaliser la démocratie économique, depuis la nationalisation dans certains cas jusqu'à l'encouragement concret et durable des véritables initiatives locales.

Un bouchon
dans un
torrent

Face à l'emprise croissante des entreprises multinationales, tous les Canadiens sont dans le même bateau. Quelle que soit la structure politique future du pays, il faut dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, arrêter "la capitulation tranquille" qui étend chaque jour la main-mise étrangère sur nos ressources naturelles et notre industrie manufacturière. La nouvelle loi du ministre Pépin, dans ce domaine, est un bouchon de liège dans un torrent. A moins d'un renversement de la tendance actuelle, le Québec et le Canada perdront bientôt, avec leur économie, leur identité politique et culturelle, sauf peut-être dans la mesure où, à Washington et Chicago et ailleurs, on jugera le folklore local charmant...

Le salut de la démocratie est dans la décentralisation, comme on s'en rend de plus en plus compte dans les pays occidentaux. Cette nécessité prend au Canada, pays fédéral, un sens particulier. Seuls les centralisateurs

autocratiques et aveugles que Trudeau a réunis à Ottawa nient l'urgence de réaliser un nouveau partage des juridictions. Ce partage serait destiné à munir les provinces des pouvoirs et des revenus voulus pour agir efficacement sur la vie économique et sociale à l'intérieur de leurs frontières et pour mettre en oeuvre, à leur tour, la décentralisation indispensable.

La primauté
aux
provinces

Ainsi, il ne fait aucun doute que les décisions de l'assemblée constituante ne seront acceptables au Québec que si elles proposent un élargissement des pouvoirs et des revenus des provinces. Dans un véritable fédéralisme, le gouvernement central ne jouit d'aucun autre pouvoir que ceux qui lui sont délégués par les différentes parties qui constituent le pays. Cela signifie en particulier que la politique économique et sociale relève en premier lieu des provinces, et que l'action du gouvernement central est sujette au consentement des provinces. Advenant un nouveau partage des pouvoirs, le gouvernement central n'aurait plus l'initiative globale de la politique économique et sociale, ce qui ne l'empêcherait pas de favoriser, de concert avec les provinces, la poursuite d'objectifs déterminés. Compte tenu de ces limites, et à plus forte raison dans l'attente du nouveau partage des pouvoirs, un gouvernement néo-démocrate à Ottawa prendra ou favorisera les mesures suivantes:

1. Assurer l'essor des réalisations économiques locales de type coopératif et autre.
2. Développer l'autogestion dans l'entreprise.
3. A partir du pouvoir économique local qu'on aura mis ainsi entre les mains des

travailleurs, établir une planification décentralisée fondée sur les besoins réels du peuple.

4. Exercer un contrôle sévère, pouvant aller jusqu'aux nationalisations, sur les industries qui exploitent nos richesses naturelles, en particulier la forêt, les mines, le gaz naturel, le pétrole, les transports et les communications.
5. Assurer la transformation sur place de nos matières premières, particulièrement le fer, le bois et l'amiante, en donnant la préférence aux entreprises locales de type coopératif et autre.
6. Abolir les cadeaux aux grosses compagnies que représentent les subventions discrétionnaires, arbitraires et irrationnelles du ministre Marchand, subventions qui ne font qu'augmenter les profits des compagnies sans accroître, au bout du compte, le nombre d'emplois.
7. Transformer la Société canadienne de développement pour en faire un instrument de mobilisation de l'épargne au profit des Canadiens. Cette société permettrait à l'Etat de reprendre en main certains secteurs de l'industrie manufacturière et d'en développer de nouveaux.
8. Bloquer tout pacte continental de l'énergie dans lequel le Canada serait nécessairement perdant.

Un outil du
capitalisme

Le scandale du chômage.

Le NPD croit que le niveau actuel de chômage est un scandale intolérable. Ce mal est directement imputable au système capitaliste qui utilise le chômage aussi cyniquement qu'il exploite les travailleurs. Rechercher le plein emploi est plus conforme à une économie socialiste et aux intérêts des travailleurs que provoquer le chômage dans une lutte outrance contre l'inflation. **Il entend rapatrier la politique économique du pays et la décentraliser, de telle sorte qu'on ne puisse plus, dans les conseils d'administration de grosses compagnies, à Détroit ou ailleurs, prendre impunément des décisions qui jettent des travailleurs sur le pavé.**

La politique économique énoncée ci-haut aura à elle seule un effet salutaire dans la lutte au chômage. En outre, un gouvernement néo-démocrate à Ottawa prendra ou favorisera les mesures suivantes qui sont également de nature à réaliser le plein-emploi:

1. Un programme massif de construction domiciliaire, sous contrôle public et selon les exigences d'un urbanisme fondé sur les besoins du peuple.
2. L'expansion des travaux publics aux fins populaires et, dans le cadre de la lutte à la pollution, des travaux de dépollution industrielle à la charge des entreprises.
3. La mise sur pied de véritables programmes de création d'emplois gérés par les groupes populaires. Ces programmes seront évidemment dépourvus du caractère temporaire, arbitraire et patroneux de Perspectives-Jeunesse et des Initiatives locales à la Pelletier.

4. L'accroissement du pouvoir d'achat, lui-même créateur d'emplois, grâce à des diminutions d'impôts pour les contribuables à faible revenu et à l'accroissement des pensions et autres revenus fixes.
5. Les pensions, les allocations sociales et l'assurance-chômage liées au coût de la vie et au produit national brut qui exprime l'accroissement de la richesse collective des citoyens.
6. Un revenu annuel garanti lié au coût de la vie et au produit national brut.
7. La retraite à 60 ans, avec tous les droits actuellement accordés à 65 ans, mesure qui augmenterait la disponibilité des emplois.
8. La diminution de la semaine de travail sans diminution de salaire, qui aurait également pour effet d'augmenter la disponibilité des emplois, de même que la généralisation des vacances payées plus longues.
9. Le contrôle des profits, mesure conforme à une économie socialiste et qui stimule les réinvestissements générateurs d'emplois.

Le scandale de la pauvreté.

Le capitalisme s'est chargé de donner mille fois raison à Jésus-Christ: il y aura toujours des pauvres parmi vous. Il y est allé un peu fort: "des pauvres", ça ne veut pas dire des collectivités entières réduites à la misère, ni à l'échelle mondiale, de grands pays et même des continents de plus en plus démunis.

Au Québec comme dans l'ensemble du monde, l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de grandir. Le capitalisme, c'est

simple: on prive le grand nombre le plus possible pour que s'enrichisse le petit nombre. Par dessus tout, c'est à ce mécanisme infernal que le socialisme démocratique apporte une formule de rechange en réalisant un partage plus équitable des richesses.

Consommer
des bébelles

La pauvreté est d'autant plus scandaleuse que les richesses sont là qui pourraient permettre à tous les citoyens de vivre dans un confort raisonnable. Il ne s'agit pas seulement de mieux les partager. Il faut en outre canaliser une part beaucoup plus considérable de l'activité économique vers la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyens et supprimer l'économie de gaspillage que le capitalisme a instaurée, réduisant l'homme à un seul rôle: consommer des bébelles.

L'illusion
du progrès

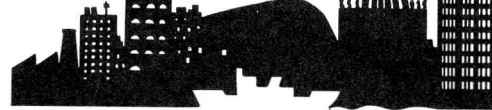
Le capitalisme a plus d'un tour dans son sac. Au fur et à mesure que l'action syndicale et les autres pressions qui s'exercent dans la société provoquent une augmentation des salaires et autres revenus, l'augmentation du coût de la vie, qui est en définitive déclenchée par quelques riches, vient annuler les maigres progrès péniblement réalisés et augmenter encore les profits.

Pour supprimer les causes de la pauvreté et remédier à ses effets, un gouvernement néo-démocrate à Ottawa prendra ou favorisera les mesures suivantes, qui compléteront celles qui sont énumérées plus haut:

1. Une véritable réforme du système des impôts qui sabrera les très gros revenus de compagnies et de particuliers. (La loi récente des trudeaucrates n'est qu'une

pitoyable mini-réforme qui a consacré l'hégémonie des riches.)

2. La reconnaissance et la mise en pratique du droit à un logement convenable et à bas prix, droit fondamental qu'on ne peut laisser aux caprices du marché et des entrepreneurs privés. Ce droit vaut en milieu rural comme en milieu urbain. Il implique l'abolition de la spéculation foncière. Sa reconnaissance exige la nationalisation des sols urbains et ruraux inoccupés, de même que la création d'une entreprise d'Etat chargée de rationaliser l'industrie de la construction en y intervenant directement et en favorisant les formules de copropriété.
3. La protection efficace du consommateur contre les innombrables excès de la publicité, contre les pratiques frauduleuses, contre l'exploitation aux mains des compagnies de finance et contre les abus criants que pratiquent les agences de perception ou de collection.
4. L'intervention directe de l'Etat dans les industries qui exploitent le plus la population, en particulier celle des produits pharmaceutiques.
5. Un vaste programme de véritable lutte à la pollution dont les premières victimes sont les défavorisés de nos villes.



3. *Citoyens*, contrôlons NOTRE SOCIÉTÉ.

L'autodétermination sociale.

Le
mensonge
de la
participation

Le peuple au pouvoir! La démocratie, ce n'est rien d'autre que ça. Seuls les sots et les aveugles peuvent confondre démocratie et trudaucratie. En 1968, on nous a chanté une belle romance: la participation. Quatre ans après, nous participons moins que jamais. Nos tentatives pour rendre notre maison habitable — notre société, ça devrait être comme notre foyer — se heurtent à l'indifférence, à l'immobilisme et à l'obstruction de bureaucrates à la solde de l'arrogante clique gouvernante.

On a cru, il y a longtemps, que le droit de vote permettrait aux citoyens de contrôler leur société. C'était peut-être vrai, en partie, mais aujourd'hui il est clair que la société est contrôlée par les possédants et leurs valets des vieux partis. De cette situation de fait, il faut tirer deux conclusions:

Il faut
voter

1. Le droit de vote, seule parcelle de pouvoir qui nous reste, est plus important que jamais. Même ceux qui se désintéressent de la politique fédérale doivent reconnaître qu'il se prend à Ottawa des décisions qui les touchent profondément. Le droit de vote doit servir à envoyer enfin à Ottawa d'authentiques représentants du Québec et à porter au pouvoir un gouvernement néo-démocrate capable de changer le système.

2. Il faut décentraliser le pouvoir et le mettre entre les mains du peuple et des collectivités naturelles qu'il crée. Les mots n'ont pas d'importance. On peut parler de participation, de concertation, d'autogestion ou de tout ce qu'on veut. Ce qui compte, c'est que chacun de nous puisse agir dans son milieu, dans le sens de ses aspirations, et que cette action ait une influence réelle sur le cours des choses dans l'ensemble de notre société.

Les trois autodéterminations que préconise le NPD-Québec: politique, économique et sociale, sont liées indissolublement entre elles. Ce sont trois aspects d'une même conception socialiste de la véritable démocratie. Décentraliser les structures politiques, c'est mettre le pouvoir entre les mains du peuple. Briser les chaînes de l'économie capitaliste, c'est aussi mettre le pouvoir entre les mains du peuple. Permettre à chacun d'agir sur son milieu, c'est encore mettre le pouvoir entre les mains du peuple.

L'Etat ne doit évidemment pas être l'ennemi du peuple. Dans la situation actuelle, la Fédération des Travailleurs du Québec affirme avec raison que l'Etat est un rouage de notre exploitation. Bien entendu, le NPD-Québec condamne le capitalisme et son ombre politico-économique, le libéralisme du 19e siècle que pratiquent les trudeaucrates. De plus, le NPD-Québec rejette tout socialisme qui serait dogmatique, technocratique ou centralisateur. Pour bâtir la société nouvelle, il faut s'en remettre d'abord aux citoyens groupés en comités de base, en syndicats, en coopératives et dans toute

Il va de soi qu'une politique sociale ainsi conçue est plus locale que provinciale et plus provinciale que fédérale. Au niveau du gouvernement central, comme pour la politique économique, le nouveau partage des pouvoirs et des revenus résultant des travaux de l'assemblée constituante retirera d'Ottawa l'initiative globale, sans pour autant priver le gouvernement central de tout moyen d'action. Compte tenu de ces limites, et à plus forte raison dans l'attente du nouveau partage des pouvoirs, un gouvernement néo-démocrate à Ottawa prendra ou favorisera les mesures suivantes:

1. Stimuler la création de groupes de citoyens, assouplir les liens entre ces groupes et les autorités locales, moderniser l'administration municipale et la guider vers la décentralisation tout en fournissant à nos villes les moyens de faire face aux exigences sociales désormais prioritaires.
2. Réformer radicalement la justice de sorte qu'elle soit digne de son nom. Elle servira désormais le peuple plutôt que le pouvoir. Cette réforme suppose notamment l'établissement de nouveaux critères dans le recrutement et la formation des juges, des procureurs et des policiers. Elle extirpera le totalitarisme larvé que représentent la brutalité et l'espionnage policiers. Elle mettra en oeuvre les améliorations cent fois recommandées dans les prisons et les pénitenciers.
3. Eliminer la discrimination raciale. En particulier, les Amérindiens et les Esquimaux pourront prendre en main leurs

propres affaires; les traités seront respectés et les ressources nécessaires au développement économique et social des premiers habitants du continent seront fournies aux bandes et autres communautés de base.

4. Remédier par des lois et tout autre moyen opportun à la discrimination ouverte ou cachée qui empêche les femmes de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale du pays. Il faut en particulier:

- assurer un salaire égal pour un travail égal
- exiger par la loi le congé de maternité payé par l'employeur
- établir des cours de recyclage spécialement adaptés aux femmes qui désirent revenir sur le marché du travail
- accorder une compensation monétaire aux mères qui préfèrent rester à la maison
- établir un programme d'information sur le planning familial
- abolir l'article 237 du code pénal qui fait de l'avortement un crime
- créer un système intégré de garderies d'enfants.

5. Pour le NPD, un mouvement syndical fort constitue un élément essentiel de la société démocratique. Dans les secteurs qui relèvent de lui, un gouvernement néo-démocrate établira un nouveau modèle de relations du travail garantissant:

- le droit pour tout travailleur d'adhérer au syndicat de son choix
- le droit inaliénable d'assemblée pacifique, de grève et de piquetage

-l'interdiction aux employeurs d'embaucher des briseurs de grève

-le développement de l'autogestion

-le droit de négocier collectivement sur toutes les questions concernant l'automatisation et les changements technologiques

-une politique de salaire minimum de \$100 par semaine lié au coût de la vie et au produit naturel brut

-le droit pour les syndiqués de faire partie des conseils d'administration des entreprises d'Etat et des organismes gouvernementaux qui administrent des programmes sociaux

-le droit à un milieu de travail conforme aux exigences de la santé et de la sécurité

-dans tout cas de fermeture d'usine, l'obligation pour l'employeur d'en assumer le coût social.

6. Rehausser la condition d'une classe particulière de travailleurs, les cultivateurs, qui sont durement frappés par l'évolution sociale, économique et technologique. A cet égard, il faut:

-rendre les exploitations agricoles rentables

-résoudre la question du coût des grains de provenance de façon à corriger l'injustice subie par les agriculteurs québécois

-réglementer les marchés interprovinciaux de production sans sol (par exemple les oeufs, le poulet et le porc) de façon à corriger les inégalités régionales

-développer les formules locales coopératives et autres, notamment dans l'exploitation de la forêt.

4. *L'autodétermination, c'est bon pour le Canada aussi.*

L'invasion économique et culturelle des Américains au Canada fait que les Canadiens ne sont pas maîtres chez eux. Cette invasion entraîne fatalement une domination politique qui n'est pas moins réelle parce qu'elle est plus ou moins cachée.

Les trudeaucrates n'agissent guère qu'avec le consentement de leurs maîtres capitalistes dont les plus importants se trouvent évidemment aux Etats-Unis. Leur refus de donner sérieusement suite au rapport Gray sur les investissements étrangers (la première version, la vraie) en est une preuve éloquente. Dans le domaine des relations internationales, on a pu voir que la reconnaissance de la Chine par le Canada faisait tout simplement partie de la mise en scène conçue à Washington pour préparer le voyage pré-électoral de Nixon à Pékin.

La voix de
son maître

Dans ce que les gens qui n'ont pas d'oreille appellent le concert des nations, on n'entend pas la voix du Canada, si ce n'est, selon une vieille expression publicitaire, la voix de son maître. A part quelques platitudes diplomatiques, quand le Canada s'est-il élevé contre les boucheries du Viet-Nam, du Biafra et du Bangla Desh? Dans le cas du Biafra, Trudeau, obsédé d'hégémonie centrale en pays fédéral, a appuyé les bourreaux de Lagos. Au Viet-nam, le Canada, membre de la moribonde Commission internationale de contrôle, a fait criminellement le jeu des envahisseurs américains. Dans le cas du Bangla Desh, il est resté coi...

Le Canada
complice

Les génocides et les guerres, au Viet-nam et ailleurs, concernant l'humanité entière dont la survie est en jeu. Aucun homme n'a le droit de rester indifférent quand on massacre des populations entières. Pourtant, sous le fallacieux prétexte de ne pas se mêler des affaires des autres, le Canada maintient un silence coupable et participe lui-même au massacre en fournissant des armes et des munitions. Le complexe militaire-industriel du Canada, marionnette de celui, gigantesque, des Etats-Unis, entretient, avec la complicité des trudeaucrates, une inutile armée aux proportions démesurées et des industries parasitaires qui sont ses fournisseurs.

Face aux problèmes grandissants des pays sous-développés, le Canada consent cette fois à se mêler des affaires des autres, mais de la mauvaise manière. A l'exemple des Américains, il fournit une aide de type capitaliste, assortie de conditions. Cette aide renforce les oligarchies néo-coloniales au lieu de soulager la misère des populations. Un fait parmi d'autres illustre la faillite de ce type d'aide: plus du tiers de l'argent mis à la disposition des pays sous-développés est aussitôt versé aux pays riches sous forme d'intérêt sur "l'aide" antérieure.

Un gouvernement néo-démocrate à Ottawa affirmera la souveraineté canadienne. Il prendra les mesures voulues, y compris les nationalisations, pour canadianiser l'économie du pays. Il formulera une nouvelle politique étrangère indépendante orientée vers le bien-être des

peuples plutôt que vers l'asservissement à l'impérialisme capitaliste. En particulier, un gouvernement néo-démocrate à Ottawa s'engage à:

1. Réduire le coût de nos forces armées et les transformer en un instrument de paix au service d'une force permanente des Nations Unies. Ceci implique évidemment que le Canada se retirera d'alliances militaires comme le NORAD et l'OTAN.
2. Appuyer le travail des Nations Unies qui constituent encore le seul instrument universel de paix et de développement.
3. User de l'influence grandie d'un Canada devenu souverain pour que le désarmement (y compris l'interdiction des essais nucléaires sous toutes leurs formes et la destruction des stocks déjà capable d'annihiler cent fois l'humanité) sorte des ornières diplomatiques où le maintiennent hypocritement les grandes puissances assoiffées de domination.
4. User de cette influence pour mettre hors la loi le commerce international des armes, en donnant lui-même l'exemple.
5. User de cette influence pour faire cesser la guerre au Viet-nam, au Cambodge et au Laos; en outre, interdire toute contribution d'entreprises situées au Canada à l'effort de guerre américain. A la fin du conflit, le Canada apportera son aide à la reconstruction de ces pays.
6. Augmenter rapidement l'aide aux pays sous-développés pour qu'elle atteigne 1%, puis 2% de notre produit national brut. Réformer les programmes d'aide en profondeur pour les libérer de la cupidité capitaliste et pour qu'ils favorisent les

initiatives populaires dans les pays sous-développés. Cette aide doit passer de préférence par les organismes internationaux et être exempte de conditions politiques ou économiques. Elle doit correspondre aux objectifs de développement social et économique que les pays intéressés se sont fixés.

7. Favoriser la libération du commerce international qui est entravé par l'action intéressée des grandes puissances, et ouvrir graduellement nos frontières aux produits manufacturés des pays moins favorisés.

Voilà la société nouvelle que le NPD-Québec vous propose, à l'enseigne de l'autodétermination. Le pouvoir au peuple...

... IL FAUT PRENDRE LE POUVOIR PARTOUT ...

NOM	COMTE
ADRESSE	TEL. RES.
VILLE	BUREAU

NOUVEAU PARTI DEMOCRATIQUE DU QUEBEC

BULLETIN D'ADHESION

☐ Membre	\$5.00	Syndicat ou section spéciale
☐ Famille (2 personnes)	\$7.50	Date
☐ Jeunesse	\$2.50	Signature de l'applicant
☐ Membre soutien Minimum \$12. par année \$.....		Pour le bureau seulement
Tout membre recevra LE DEMOCRATE Nouveau membre ☐ Montant \$..... Renouvellement ☐		Envoyer cette formule et votre paiement à: Nouveau Parti Démocratique du Québec 1393 Parc Lafontaine, Montréal 177, P.Q. Tél. 523-3588

IL FAUT PRENDRE LE POUVOIR PARTOUT

1972

Publié par
le Nouveau Parti Démocratique du Québec
1393, rue du Parc Lafontaine, Montréal 177
Tél. 523-3588

